

L'Europe veut aller vite sur le dossier Notre-Dame-des-Landes (Ouest France)

Environnement vendredi 08 mars 2013



La députée européenne Sandrine Bélier, au premier plan, siège dans la commission qui entendra aussi Alain Mustière (à gauche), président de l'association qui défend le projet d'aéroport.

Les députés européens veulent entendre rapidement les opposants au projet controversé d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Mais aussi ses défenseurs. La commission dite des pétitions vient de l'inscrire le dossier à son ordre du jour du 20 mars. « **Les parlementaires veulent aller vite, il y a urgence. Sur le terrain, de nombreux signes montrent que l'État français est décidé à engager rapidement les travaux, afin de rendre la situation irréversible** », explique la députée écologiste Sandrine Bélier. Le 20 mars, les députés européens commenceront par écouter les pétitionnaires qui dénoncent des atteintes au droit communautaire. À savoir, l'Acipa (principale association d'opposants), les élus du Cedpa et les grandes associations de défense de l'environnement. Les députés vont aussi entendre une association (Acipran) qui, défend le projet. Puis les juristes européens donneront leur avis sur les infractions supposées. Le représentant de l'État français est invité à s'expliquer devant la même commission. Enfin, les députés débattront de la suite à donner aux pétitions qui leur ont été présentées. S'ils estiment qu'il y a eu bien infraction, ils demanderont à l'Etat français de se mettre en conformité avec les directives européennes. En parallèle, la Commission européenne s'est auto-saisie du dossier, et dans une étape précontentieuse, a demandé des explications que la France doit fournir avant la mi-avril.

Notre-Dame-des-Landes. Fin des auditions la semaine prochaine

(Télégramme) 7 mars 2013 à 15h33

La commission de dialogue sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes mettra fin à ses auditions la semaine prochaine, après plus de 70 entretiens. Elle rendra son rapport à la fin du mois.

La [commission de dialogue](#) sur l'aéroport contesté de [Notre-Dame-des-Landes](#), créée fin novembre par le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, pour tenter de sortir de l'impasse après l'émoi suscité par les interventions massives des forces de l'ordre contre les opposants, doit rendre son rapport à la fin du mois.

"On ne peut pas continuer éternellement"

Après déjà plus de 70 entretiens, "on compte arrêter nos auditions à la fin de la semaine prochaine", a expliqué le président de la commission, Claude Chéreau, président de la Commission des comptes de l'Agriculture de la Nation, ex-conseiller de François Mitterrand et de Lionel Jospin.

Les premiers entretiens ont débuté à la mi-décembre et "même si certains n'ont pas voulu venir encore, on ne peut pas continuer éternellement: on doit rendre notre rapport à la fin du mois et on tiendra la date, soit le 29 mars soit le 2 avril", dit-il.

EELV demande une enquête indépendante

Les deux camps ont envoyé des représentants même si du côté des opposants, l'Acipa, l'une des principales associations, ou les anticapitalistes qui occupent la zone dédiée à la construction de l'aéroport, n'ont pas souhaité participer. Néanmoins le Cedpa, composé d'élus locaux opposés au projet, y est retourné plusieurs fois, et les représentants d'Europe Ecologie - Les Verts (EELV) y sont venus en force mercredi, avec l'ancienne ministre de l'écologie Dominique Voynet.

Ils ont réclamé une enquête indépendante sur "l'optimisation de l'aéroport existant" de Nantes Atlantique. Les partisans du transfert de l'aéroport à [Notre-Dame-des-Landes](#) se sont, eux, massivement rendus aux entretiens: qu'il s'agisse de représentants du patronat local, comme la CGPME, reçue mardi et pour qui toute remise en cause du projet serait "inimaginable et catastrophique", des collectivités locales socialistes, toutes derrière le projet, mais aussi de l'UMP qui approuve depuis le début ce projet.

Une qualité d'écoute largement saluée

"Il y a plusieurs grands élus que nous n'avons pas auditionnés directement, c'est prévu la semaine prochaine", a indiqué M. Chéreau. Seul point d'accord, pour les pro comme pour les anti-aéroport, qui n'ont fait que répéter à l'issue de leurs entretiens leurs arguments respectifs habituels, la qualité de l'écoute et des questions des membres de la commission. Néanmoins tous savent, ainsi que le répète son président, que sa feuille de route "n'est pas la remise en cause du projet". La commission fera "des recommandations autonomes, quelles que soient les opinions des gens que nous avons rencontrés: on essaiera d'être impartiaux", assure M. Chéreau qui n'a pas souhaité préciser de quel ordre seraient ces recommandations.

2 réactions

- [Savapa](#)

Le problème est donc de comprendre comment virer Ayrault au plu

Traditionnellement il faut un échec cinglant aux élections avec un vidage massif des PS et "ecolos" à la prochaine élection. L'alternative est tellement indigente que l'on ne peut penser qu'à une ascension de Melenchon et MLP.

Ayrault est un enfumeur de premier ordre, qui a collecté les interrogatoires de police de sa municipalité qui est par ailleurs trop souvent associée à Vinci pour que cela continue à paraître honnête.

Comment financer des enquêtes et des plaintes pour tirer cela au clair ?

Ajouté le 07 mars 2013 à 21h42 - [Signaler un abus](#)

- [ChrisPerrot](#)

Commission Théodule

On ne perd pas de vue que cette commission "du dialogue" (sic) n'est qu'une opération d'enfumage gouvernemental pour faire oublier les violences étatiques de l'automne dernier. D'autre part il a été rappelé par Jean-Marc Ayrault que son projet "à lui qu'il veut" se fera.

En décembre dernier sur France Inter, la Ministre de l'Environnement (sic) Delphine Batho a réaffirmé : « La base de départ de la commission, c'est pas la remise en cause du projet, c'est d'entendre tous les avis ».

Quand le journaliste lui a demandé à quoi cela servait-t-il alors d'entendre les contestations si la décision était irrévocable, la réponse de la Ministre fut d'afficher la posture de l'incompréhension de la question !!!

De qui se moque-t-on ?

En parallèle de la "commission du dialogue" (sic), il faut rappeler que le gouvernement a mis en place une autre commission Théodule dont l'objectif serait d'apporter une caution au non respect de la loi sur l'eau et des directives européennes en matière d'environnement !!!

Ajouté le 07 mars 2013 à 17h02 - [Signaler un abus](#)

Aéroport N.-D.-des-Landes : l'Acipa dénonce des « dérapages violents »

Dimanche, un carnaval s'est déroulé sur les routes de la « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes. Et cela dans une bonne ambiance jusqu'à l'arrivée « **d'un bon groupe de perturbateurs** », selon les termes de l'Acipa, la principale association d'opposants à l'aéroport. « **Le rassemblement a dégénéré dans un premier temps aux Ardillières, et s'est terminé par un affrontement inutile au carrefour des Fosses noires** ».

L'Acipa affirme qu'elle n'accepte pas « **ces dérapages violents entretenus par des éléments bien connus dont l'objectif premier n'est pas la lutte contre le projet d'aéroport** ». L'association précise « **qu'elle ne se laissera pas entraîner dans de telles dérives** ».

Notre Dame des Landes : un troupeau de vaches arrivera à Bellevue le 10 mars

vendredi 8 mars 2013 <http://www.reporterre.net/spip.php?article3533>



Lundi 5 mars

Photo [Vache à Bellevue](#)

Plus de cinq semaines que la Ferme de Bellevue est occupée par les paysans du Copain 44, les membres des comités de soutiens et les zadistes

► Suite de la plainte d'AGO Vinci

L'ordonnance de référé rendu le 28 février par le tribunal d'instance de Saint Nazaire, suite au dépôt de plainte d'AGO Vinci, condamne l'occupant et les 9 comparants volontaires à une expulsion immédiate, à compter du jour du passage de l'huissier, assortie d'une astreinte de 50 euros par personne et par jour, ainsi qu'au paiement d'une somme de 1000 euros à verser à AGO Vinci. Sur le conseil de Me Boittin, avocat des paysans, il a été décidé de faire appel de l'ordonnance dès le vendredi 1 mars au matin. L'huissier est passé déposer les significations d'ordonnance de référé et les commandements à quitter les lieux le vendredi 01 mars, à la ferme de Bellevue.

Comme l'ordonnance de référé ne concerne que les dix personnes qui y sont citées, les occupants déclarés et les comparants volontaires ont affirmé à l'huissier ne plus habiter à Bellevue depuis le 01 mars au matin. Dès le samedi 2 mars, sept autres paysans envoyaient une lettre recommandée à AGO Vinci, pour les informer qu'ils avaient élu domicile à la Ferme de Bellevue le vendredi 1 mars, espérant ainsi les contraindre à une nouvelle procédure en référé avant toute expulsion.

► La mobilisation à la ferme de Bellevue et sur tout le territoire

L'appel n'étant pas suspensif, la mobilisation reste forte pour prévenir toute tentative d'expulsion avec l'aide de la force publique. Les tracteurs ont été redéployés en bouclier autour de la maison de Bellevue et les permanences ont été renforcées jours et nuits.

Suite aux différentes réunions et AG, le Copain 44 a décidé de proposer, conjointement avec l'Acipa, d'appeler les paysans et les collectifs du 44 à se mobiliser à Bellevue et sur la Zad et d'inciter ceux des autres départements et régions de France à développer des actions de solidarité sur leur propre territoire. La décision de mettre en application l'ordonnance d'expulsion de Bellevue et plus largement de persister dans ce projet absurde est aujourd'hui uniquement entre les mains du pouvoir politique en place. Toutes les actions même symboliques pour interpeller les élus partout en France sont donc les bienvenues.

Face à la lourde artillerie médiatique déployée par les porteurs du projet, et à la mobilisation de toutes ses forces vives (voire serviles) pour tenter d'imposer leur vision du développement, toute opération pouvant sensibiliser l'opinion publique à notre action sont les bienvenues (ex : autoroutes gratuites).

► La mise à l'herbe du 10 Mars

Dans le cadre de cette mobilisation forte, le dimanche 10 mars 2013, à partir de 11h00, les paysans du Copain 44 vous invitent à venir accompagner l'arrivée par la route, en mini transhumance, d'un nouveau troupeau de vaches menées à la mise à l'herbe de printemps, dans les prairies de la Ferme de Bellevue. Les éleveurs qui souhaiteraient compléter les effectifs du troupeau en amenant une ou plusieurs vaches de réforme peuvent contacter Cyril. Les paysans veulent réaffirmer, par cette action fortement symbolique, leur volonté de maintenir les fermes de la Zad en production, de protéger terres et bâtis du saccage et de la destruction, et de réclamer à nouveau la remise à plat de la DUP de 2008 avant d'envisager toute poursuite de travaux.

► Le Copain 44 dans l'opération Sème ta Zad

Depuis plusieurs mois, le Copain 44 participe aux travaux d'une commission agricole, ouverte à tous, qui se réunit à la Chataigne et tente de réfléchir à ce que pourrait-être l'occupation des terres libres quand le projet d'aéroport sera abandonné. La première action proposée par la commission est l'opération « Sème ta Zad ». Les organisations du Copain 44 ont relayé et relayeront les appels à mobilisation rédigés par la commission (consultables sur : <http://zad.nadir.org/semetazad>).

Par leur présence, les paysans des six structures, qui œuvrent largement par ailleurs, chacune dans leur domaine, à promouvoir, faciliter, accompagner et pérenniser l'installation de nouveaux paysans sur des fermes à échelle humaine, respectueuses de l'homme et de l'environnement, souhaitent mettre à la disposition de la commission leur analyse et leurs compétences.

Ils souhaitent rappeler que la grande majorité des terres de la zad est exploitée par des paysans en place luttant contre l'aéroport et souhaitant continuer à vivre de leur ferme et que donc les surfaces réellement disponibles ne représentent qu'une petite partie de l'emprise globale de la Zad et du barreau routier.. C'est dans cet esprit que des paysans, du Copain et exploitants sur la Zad, participent à l'établissement d'une cartographie pour préparer la mise en œuvre de cette manifestation, et tenter d'anticiper une localisation des actions de mise en culture qui soient avantageuses pour tous.

Le 9 mars des paysans seront présents à la Ferme Saint Antoine pour participer aux réflexions ; Le 13 avril des paysans seront présents sur les différents sites, en soutien technique aux travaux de mise en culture.

Par leur présence en soutien à l'opération Sème ta Zad, les paysans du Copain 44 veulent réaffirmer que tout en gardant en objectif prioritaire l'abandon du projet d'aéroport, les occupations, comme à Bellevue, et les opérations de mise en culture des terres libérées, sont autant d'occasions de revendiquer une autre

conception du développement de notre société, particulièrement pour l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et la transition énergétique.

► Banderoles de bords de route

Les 80 premiers kits de quatre banderoles sont partis à l'impression et seront normalement disponibles d'ici une quinzaine de jours. Merci à ceux qui n'ont pas encore réglé leur réservation de le faire rapidement.

► La vie continue à Bellevue - A la Ferme de Bellevue, les chantiers avancent et de nouveaux se préparent : la salle de réunion a hébergé ses premiers rassemblement, la salle d'accueil ses premières affiches, tracts et documents d'information ; le four à pain aura bientôt retrouvé son conduit de cheminée et, après séchage, la première fournée sera l'occasion d'une grande fête ; la mise en place d'un tunnel maraicher et d'un potager suit sont cours ; des chantiers de remise en état de clôtures sont programmés (le premier, ce jeudi 7).

Source : [COPAIN 44](#) (Comité des organisations professionnelles agricoles indignées par le projet d'aéroport).

Notre-Dame-des-Landes. 300 opposants toujours sur le pied de guerre (Télégramme) 7 mars 2013 à 14h32



Notre-Dame-des-Landes. 300 opposants toujours sur le pied de guerre

Ils n'auraient pas pensé être encore si nombreux en cette fin d'hiver. A Notre-Dame-des-Landes, après des mois de froid et de pluie, ce sont encore quelque 300 militants qui occupent un terrain en "état de siège".

"Beaucoup de gens viennent faire ici leur CV de militants", explique une opposante à la construction de l'aéroport de [Notre-Dame-des-Landes](#), installée sur le site où ils sont désormais 300 à occuper le terrain au sortir de l'hiver et attendent, déterminés, toute nouvelle tentative pour les déloger.

Ils font pour la plupart partie de ceux [qui n'ont pas voulu être entendus par la commission de dialogue](#) mise en place et qui mettra fin à ses auditions la semaine prochaine.

Des conditions "complètement folles"

Entre le froid, le filtrage permanent des accès par les gendarmes et la crainte perpétuelle d'une nouvelle intervention pour les expulser, beaucoup d'opposants s'étonnent eux-mêmes d'être encore si nombreux dans la zone d'aménagement différé (Zad) où est prévu le transfert de l'aéroport de Nantes en 2017, devenue leur "zone à défendre". "Beaucoup de gens ont accepté de vivre dans des conditions complètement folles pour soutenir ce combat", souligne Sophie, militante anticapitaliste installée ici depuis près de deux ans et qui a vécu [les importantes mais vaines tentatives d'expulsion de l'automne 2012](#), avant lesquelles ils n'étaient alors que 150 sur place.

"Etat de siège"

Parmi [les nouveaux arrivants](#) sur la "zad", il y a "des étudiants qui ont décidé d'interrompre leurs études pour nous rejoindre, d'anciens +Indignés+ des villes...", explique-t-elle. "Il y a un an, je n'aurais pas pensé être encore chez moi", reconnaît de son côté Alain Brétécher, locataire depuis 20 ans d'une ferme au coeur de la

zad et qui appartient désormais au concessionnaire de l'aéroport, Vinci.

Mais il ne cache pas que lui et sa compagne sont usés par l'"état de siège" dans lequel ils vivent depuis octobre car "chaque trajet est calculé pour tenir compte des barrages des gendarmes".

Fierté

A Bellevue, où les agriculteurs des COPAINS (Collectif des organisations professionnelles agricoles indignées par le projet d'aéroport) ont retapé en février une ferme qui aurait dû être détruite, Cyril Bouligand n'est pas peu fier: "L'hiver nous a montré qu'on a été capables de tenir". Autour il y a aussi désormais une cinquantaine de cabanes en bois réparties par petits hameaux sur le territoire de 1.650 hectares. Leur construction a débuté à la mi-novembre après que les forces de l'ordre ont pratiquement rasé tous les squats installés par les opposants durant deux ans d'occupation.

En lisant "L'Odyssée"...

"J'ai entendu parler de ce combat alors que j'étais à Barcelone, en novembre. Je suis arrivé en janvier, c'est la première fois que j'ai un endroit où je peux envisager de me poser, d'avoir une base", assure "Nox", 23 ans, qui fait le tour de l'Europe des communautés militantes. Dans sa petite cabane "deux-places", où règne la chaleur d'un poêle à bois fait avec un bidon, il relit l'Odyssée d'Homère, souvenir de ses années d'études. Il est fier de montrer le degré d'achèvement du groupe de cabanes de la "Chateigne" où il s'est installé, notamment une cabane de douches avec un poêle permettant de chauffer de l'eau. "A cause de ça, certains nous surnomment les petits-bourgeois...", s'amuse-t-il. La "Chateigne" est surtout dédiée à l'accueil collectif: maison-dortoir, maison-débats, maison-cuisine, maison-atelier... Depuis décembre, des délégations des collectifs anti-aéroport venus de toute la France s'y succèdent, comme actuellement les Lyonnais qui y débattent ou créent de nouvelles installations.

Ambiance guerrière

Mais l'ambiance guerrière n'est jamais très loin: des palissades de bois tressé entourent les lieux, des fosses traversent certaines routes, les barricades "stratégiques" sont en permanence "tenues", même la nuit...

Certaines prennent des allures de tour de guet moyenâgeuse. Et régulièrement de petits groupes d'opposants se heurtent aux gendarmes sur place.

Dans le camp, des activités diverses rythment la vie avec quelques points culminants comme une manifestation prévue le 13 avril, "Sème la zad", afin de mettre en culture les terres que les "zadistes" estiment avoir sauvées. Une manifestation qui interviendra après la parution attendue fin mars du rapport de la "commission de dialogue" sur ce dossier, qui garantissait qu'il n'y ait pas d'intervention des forces de l'ordre pendant la durée de ses travaux.

12 réactions

- [breizher29](#)

immonde

aucune pitié pour ces pseudos résistants ! ils vivent de nos aides, au crochet de la société et profitent d'une pseudo action car l'aéroport se fera quoi qu'il se passe et heureusement encore ! un bon nuage de lacrymo et de grenades assourdissantes et ils s'envoleront comme des oiseaux !!

Ajouté le 07 mars 2013 à 21h39 - [Signaler un abus](#)

- [vertdo](#)

@ maël

oui, résistants résistants- indignés comme l'espérait S Hessel

résistants à la propagande d'Auxiette et gros valet de Vinci , résistants au saccage d'un territoire fragile, résistants à la caricature de leur combat , résistants à la bêtise de certains commentateurs qui ne cherchent jamais à comprendre , résistants à une occupation militaire , résistants à la violence d'un état impartial dont le promoteur du projet est le représentant , résistants , oui , ils le sont , et S Hessel lui même résistant , résistait à ce projet en soutenant ces résistants

Ajouté le 07 mars 2013 à 20h17 - [Signaler un abus](#)

- [vertdo](#)

@ maël

oui, résistants résistants- indignés comme l'espérait S Hessel

résistants à la propagande d'Auxiette et gros valet de Vinci , résistants au saccage d'un territoire fragile, résistants à la caricature de leur combat , résistants à la bêtise de certains commentateurs qui ne cherchent jamais à comprendre , résistants à une occupation militaire , résistants à la violence d'un état impartial dont le promoteur du projet est le représentant , résistants , oui , ils le sont , et S Hessel lui même résistant , résistait à ce projet en soutenant ces résistants

Ajouté le 07 mars 2013 à 20h17 - [Signaler un abus](#)

- [jean29000](#)

nddl

Ce sont pour la majorité des retraités, donc que ce soit des gents qui touche le RSA ou non, c'est quand même vous qui payez. ;-)

La boucle est bouclée, alors a vos chéquiers.

Ajouté le 07 mars 2013 à 20h11 - [Signaler un abus](#)

- [vertdo](#)

est-on obligé ?

de supporter à chaque article sur NDDL les commentaires minables du style " de quoi vivent-ils" "fainéants " " j'espère qu'ils se nourrissent avec des racines et des glands et non avec le RSA." je croyais les commentaires "respectueux et courtois" . N'a -t-on droit q'aux commentaires affligeants des isolés supporteurs de l'affligeant J Auxiette ? lui même si peu respectueux et courtois envers les opposants à cet aéroport d'un autre siècle où l'on voulait remblayer les marais salants de Guérande ? pourtant aujourd'hui classés UNESCO ?? NDDL est en pleine zone humide et ne verra jamais le jour car il est tout simplement impossible de combler une telle zone humide sans violer la loi sur l'eau .

le monde a changé , les 30 glorieuses sont loin, loin derrière nous

Ajouté le 07 mars 2013 à 20h10 - [Signaler un abus](#)

- [Maël](#)

"résistants"....

Vous avez le sens des mots???

Ajouté le 07 mars 2013 à 20h00 - [Signaler un abus](#)

- [jose...](#)

et oui

ils font quoi ces manifestants comme métiers ? ils vivent de quoi ? d'où vient leur revenus ? !!!!!encore des doux rêveurs qui vivent aux crochets de la société qu'ils ne cessent de critiquer !!

Ajouté le 07 mars 2013 à 18h57 - [Signaler un abus](#)

- [ankou56670](#)

assez bidule

une cagnotte pour des fainéants : non merci. Une cagnotte pour aider la recherche contre le cancer etc... : oui. Vive l'aéroport

Ajouté le 07 mars 2013 à 18h56 - [Signaler un abus](#)

- [whig22](#)

jplagruse

vous voyez, je partage totalement votre point de vue sur ce sujet

Ajouté le 07 mars 2013 à 18h48 - [Signaler un abus](#)

- [déçu29](#)

Homus

vivre dans des cabanes, s'éclairer avec un bon feu de bois, s'essuyer à la feuille de châtaignier j'espère qu'ils

se nourrissent avec des racines et des glands et non avec le RSA.
Ajouté le 07 mars 2013 à 18h36 - [Signaler un abus](#)

- [jplagruse](#)

300 avec manifestement une vie spartiate, amusant non ?

Cela dit ils sont la tant que le gouvernement les tolère, le jour où les travaux démarreront ils dégageront car ce n'est tout de même pas 300 loustics alter mondialistes qui empêcheront le projet de l'aéroport.

Si les juges le décrètent bien sûr il faudra, abandonner ce projet, mais ce n'est pas le cas et dans notre beau Pays c'est la loi et non la force qui décide !

Ajouté le 07 mars 2013 à 17h03 - [Signaler un abus](#)

- [bidule](#)

s'ils ont besoin de soutien

qu'ils le fassent savoir. Grâce aux réseaux sociaux et autres web services, on peut créer des cagnottes qui se remplissent vite... En tout cas, merci à ces résistants

Les Verts plaident en commission contre l'aéroport (Ouest France) jeudi 07 mars 2013



La délégation d'élus conduits par le vice-président écologiste à la Région, Jean-Philippe Magnen, a reçu, hier, le renfort de l'ancienne ministre à l'Aménagement du territoire, Dominique Voynet. La commission du dialogue avait reçu, le 26 février, une dizaine d'élus du grand Ouest favorables à l'aéroport (lire « Ouest-France » du 27 février).

« Bien qu'elle n'ait pas une liberté totale dans ses conclusions, la commission connaît bien le dossier et pose des questions pertinentes. » Les élus régionaux d'Europe Écologie-Les Verts des Pays de la Loire et de Bretagne ont été entendus à leur demande, hier, par la commission du dialogue de l'aéroport, mise en place par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

Deux milliards d'euros pour Rennes-Nantes

« Cela n'atténue à aucun moment notre opiniâtreté à combattre ce projet coûteux », souligne le vice-président régional écologiste, Jean-Phillipe Magnen, qui règle ses comptes : **« Les dotations financières des collectivités sont en baisse et la dépense d'argent public doit être recentrée. Demain, nous devons peser chacune de nos dépenses. Il faut en finir aussi avec les distorsions de concurrence des compagnies aériennes low-cost qui sont défiscalisés. Il serait largement temps d'avoir de l'intelligence collective pour repenser les infrastructures. »**

Les élus écologistes s'étonnent par ailleurs qu'aucune initiative n'ait été prise pour utiliser, sur l'aéroport de Nantes-Atlantique, la desserte ferroviaire existante ou pour construire des parkings silos. **« Nous devrions pouvoir enfin disposer d'un droit à l'information, comme une étude financière indépendante et comparative entre l'optimisation des infrastructures existantes et la création d'un nouvel aéroport. »**

L'élu régional Pierre Perrier pointe aussi le fait que les infrastructures de dessertes sont remises à plus tard. **« Pour la liaison Rennes-Nantes, il en coûtera plus de deux milliards d'euros. Mais on ne voit pas en quoi l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes participera au désenclavement des Bretons. Ce qui les intéresse, c'est le train. »**

Dominique Voynet a aussi fait le déplacement, hier, pour joindre sa voix devant la commission. **« Est-ce que tout cela a du sens pour le territoire ? »**, s'interroge l'ancienne ministre de l'Écologie. **« Il est invraisemblable qu'il n'existe aucun schéma d'aménagement aéroportuaire. Sur quel critère arbitraire est prise cette décision alors qu'il existe déjà neuf aéroports en Bretagne, qui risquent d'en souffrir ? »** Et elle prévient : **« Tout cela n'est pas correct et si les socialistes pensent pouvoir faire sans les écologistes, ils se trompent lourdement. »** DL; Camille GUILLEMOIS.

Journal Ouest-France du **jeudi 7 mars 2013**
Edition : **Pays de Loire** - Rubriques : **Région**

Dominique Voynet : **« Cette sottise ne se fera pas »**

« Ce n'est pas une lâcheté de changer d'avis, c'est même un signe d'intelligence manifeste. » Dominique Voynet avait été épinglée en février par le président de la Région Bretagne. Il avait exhumé une déclaration de l'ancienne ministre écologiste du gouvernement Jospin, pouvant laisser penser qu'elle approuvait le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. À sa demande, elle a été entendue, hier, par la commission du dialogue mise en place par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault. **« Ressortir ainsi des textes vieux de quinze ans témoigne d'un certain trouble de la part des promoteurs de l'aéroport »**, souligne Dominique Voynet, qui rappelle que, lors de son ministère en 1997, le projet d'aéroport n'était pas encore un dossier national, le décret n'ayant été pris qu'en 2002. À l'époque, on s'interrogeait sur la nécessité de construire un troisième aéroport en région parisienne. **« Dans ce document sorti de son contexte, je soulignais surtout le besoin de mettre tous les projets en cohérence, qu'ils soient ferroviaires, routiers ou aéroportuaires. Cela supposait de fermer les aéroports plus petits. Quinze ans plus tard, on est dans un autre monde. On ne travaille pas sur un dossier vieux de quarante ans. »** Dans un courrier au président de la Région des Pays de la Loire, Jacques Auxiette, Dominique Voynet lui réaffirme sa certitude que **« cette sottise ne se fera pas. »**

Journal Ouest-France du **jeudi 7 mars 2013**
Edition : **Rennes Sud** - Rubriques : **Saint-Jacques de la Lande**

Notre-Dame-des-Landes dans *Reportages*

Le magazine *Reportages*, qui sort ce mercredi, consacre six pages à Notre-Dame-des-Landes. L'aéroport. Cela fait près d'un demi-siècle qu'il en est question à Notre-Dame-des-Landes. Cinquante ans avec une épée de Damoclès au-dessus d'une commune dont le maire, Jean-Paul Naud, avoue sa fatigue dans le magazine *Ouest-France Reportages*. À sa porte, rien n'est simple. Il y a les barrages de gendarmes, et plus loin le village autogéré de la zone à défendre, et son mode de vie alternatif. Mais Notre-Dame-des-Landes, c'est encore, depuis plus de quarante ans, une résistance paysanne enracinée et que raconte Julien Durand, en lien avec les grands combats paysans depuis les années 60. Notre-Dame-des-Landes, c'est aussi une vision du développement défendue par Jean-François Gendron, depuis son bureau de président de la Chambre de commerce et d'industrie.

Notre-Dame encore... mais cette fois il s'agit de Notre-Dame-de-Paris... Qui fête ses 850 ans, et s'offre pour l'occasion de nouvelles cloches fabriquées à Villedieu-les-Poêles. Revenant vers l'ouest, le magazine s'intéresse au grand chantier de la LG Le Mans-Rennes, qui mettra la capitale bretonne à moins de 90 minutes de Paris. Sur le chantier, on croise Nathalie qui conduit un tombereau de 110 tonnes, ou encore Camille, une jeune femme de 25 ans, qui dirige la construction des ouvrages d'art.

De l'autre côté de l'Atlantique, la New York Historical Society consacre une grande exposition à Audubon. Celui-ci a dessiné ses premiers oiseaux à Couëron, près de Nantes. L'occasion de revenir sur le parcours du grand peintre naturaliste, et son enfance nantaise...

Ouest-France Reportages n° 10, mars 2013. 3 €.



N.-D.-des-Landes. Plombé par le train ? (Télégramme)

5 mars 2013

Nexus, une association angevine, soulève, chiffres à l'appui, des doutes sur l'estimation du trafic passagers du futur aéroport Notre-Dame-des-Landes. Selon elle, la concurrence rail a été négligée. L'estimation devrait pratiquement être divisée par deux !

Pourquoi construire un nouvel aéroport pour Nantes et le Grand Ouest ? Parce qu'à [Notre-Dame-des-Landes](#) (NDDL), la nouvelle plate-forme permettra, notamment, d'accueillir, en 2050, cinq fois plus de [passagers](#) qu'en 2005 (soit près de 9 millions de [passagers](#)). Une association angevine (Nexus), militant pour l'intermodalité (la complémentarité air-rail-route), estime que cette estimation fournie par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), en 2006, est « au mieux erronée ». Pourquoi ? « Elle n'a pas pris en compte la concurrence des futurs 4.500 km de lignes à grande vitesse (LGV) promis par le Grenelle de l'environnement (NDLR, validés en 2009) », martèle Bernard Fourage, responsable du département études de l'association.

Orly à 2 h... en [train](#)

Quel impact pour la future plate-forme nantaise ? Un gain de temps, en 2024, de huit minutes pour la liaison Nantes-Paris, et de 37 minutes pour Rennes-Paris. Pas de quoi concurrencer l'avion. L'intérêt n'est pas là. L'interconnexion des LGV au sud de Paris permettra surtout de rallier directement les aéroports parisiens. Nantes et Rennes seront, selon Nexus, « à moins de 2 h » d'Orly (2 h 30 selon Réseau ferré de France ; aucune liaison actuellement) et « à 2 h » de Roissy (3 h selon RFF... comme actuellement, avec le RER !) « Pourquoi un habitant de Rennes, Angers, Laval (...) irait-il par bus ou tram-[train](#) à [Notre-Dame-des-Landes](#) alors que, par la billetterie commune, parfois l'enregistrement des bagages dans sa propre gare, il dispose d'un accès direct à Orly, offrant une palette beaucoup plus large de destinations, plus fréquentes, avec des avions plus gros, tirant les prix vers le bas ? », interroge Nexus.

« Nantes-Roissy condamnée »

L'association estime que cette concurrence aboutira purement et simplement à l'abandon de la ligne aérienne Nantes-Roissy. « Regardez ce qui se passe à Strasbourg, interpelle Bernard Fourage. Air France a annoncé qu'elle mettait fin à sa ligne vers Roissy en avril prochain. Elle a estimé que le temps de trajet actuel (2 h 23 ; 1 h 52 en 2016) en [train](#) était suffisamment concurrentiel. Air France va vendre des billets rail-air avec enregistrement des bagages en gare de Strasbourg... C'est ce qui pourrait aussi se produire chez nous ». Si tel était le cas, cette suppression aurait un effet désastreux pour le futur aéroport. « Les vols au départ de Nantes vers les deux aéroports parisiens drainent plus de [passagers](#) que tous les vols internationaux réunis », pointe le site d'information en ligne Terraeco. net qui, hier, s'interrogeait aussi sur des « prévisions de trafic gonflées ».

Lyon, Bordeaux...

Autre intérêt des LGV : le futur barreau Est-Ouest reliant Nantes et Dijon permettra de voyager plus directement vers Bordeaux, Lyon, Clermont-Ferrand... Nouvelle et dure concurrence pour le projet NDDL, assène encore l'association Nexus. « Lyon sera, par exemple, à près de 3 h de Nantes (contre 4 h 35 aujourd'hui), indique Bernard Fourage. Sur cet axe, le rail pourrait ravir 80 % du marché aérien ». Toujours selon l'association, cette concurrence pourrait également prendre 40 % du marché aérien vers Toulouse, Lille ou Strasbourg, 35 % vers Marseille, 80 % vers Bordeaux... « Attention, précise Bernard Fourage. Il s'agit d'extrapolations réalisées à partir de chiffres révélés entre autres par Réseau ferré de France (RFF) ». Dans un article des Échos du 16 juin 2011, le président de RFF assurait, en effet, que le gain de temps de la LGV Paris-Bordeaux (2 h 05 au lieu de 3 h) pourrait permettre « de passer d'un peu moins de 60 % à 90 % de parts de marché ». Au final, selon Nexus, ce ne sont donc pas 8,94 millions de [passagers](#) qu'il faudrait attendre en 2050 au départ de l'aéroport de Nantes mais près de deux fois moins (4,96 millions) !

- Hervé Chambonnière

Journal Ouest-France du **mardi 5 mars 2013**

Edition : **Nantes** - Rubriques : **Communauté urbaine**

Un débat autour du transfert de l'[aéroport](#)

Le collectif Bouguenais, agir solidaires organise un débat sur l'avenir de la Ville sans [aéroport](#).

Que serait Bouguenais sans avion ? C'est la question que posent les opposants de gauche autour d'un débat organisé ce mardi 5 mars. « Bouguenais 2017 : avec ou sans avion ? ». Pour répondre à cette question, Françoise Verchère, conseillère générale et membre du Parti de gauche sera présente. Elle sera accompagnée d'Yves Ardil, syndicaliste CGT ; de Thérèse Leparoux, responsable de la question agricole à la communauté de communes d'Erdre et Gesvres et d'Hervé Thébeaud, pilote de ligne opposé au transfert. Cet échange, organisé par le collectif Bouguenais, agir solidaires, veut rappeler les enjeux du transfert de l'[aéroport](#) Nantes Atlantique sur le site de Notre-[Dame](#)-des-[Landes](#) où un nouvel [aéroport](#) doit voir le jour en 2017.

Une opposition à la politique menée

Dans un communiqué sur le débat, de nombreuses critiques sont formulées à l'égard de la politique menée par le maire Michèle Gressus à ce sujet. « **Mme Gressus parle d'opportunité économique, sociale, environnementale et assure que les entreprises existantes ne seront pas transférées.** » Pourtant, les opposants au transfert craignent de voir « **disparaître** » Airbus, fleuron de l'aéronautique qui emploie 2 300 personnes sur le site de Bouguenais. Ils évoquent aussi « **des dizaines de milliers de personnes venues de toute la France pour manifester leur opposition à l'[aéroport](#) de Notre-[Dame](#)-des-[Landes](#)** » mais déplore une faible mobilisation à Bouguenais. Autour de Françoise Verchère, les opposants invitent à échanger lors d'un débat public aujourd'hui. Mardi 5 mars, à 20 h, au centre Marcet, 2, rue Célestin-Freinet à Bouguenais. Entrée libre. Contact : bouguenaisagirsolidaires@gmail.com

Journal Ouest-France du **mardi 5 mars 2013**

Edition : **Maine-et-Loire** - Rubriques : **24 heures en Maine-et-Loire**

Contre le projet d'**aéroport** : opération péage gratuit

Samedi dernier, cinquante militants venus de quatre collectifs locaux contre le projet d'**aéroport** de Notre-Dame-des-Landes (Angers, Basses-vallées-angevines, Layon-Aubance, et Chemillé) se sont associés pour une action commune de péage gratuit.

Peu avant 16 h, les militants ont investi le péage de Beaulieu-sur-Layon, dont le propriétaire n'est autre que Vinci. « **Cette action commune avait pour but de sensibiliser les automobilistes à la lutte pacifique contre le projet imposé d'un nouvel **aéroport** inutile, coûteux et destructeur de terres agricoles.** » Selon les manifestants, les usagers de l'autoroute ont accordé un accueil très sympathique à cette action. Bon nombre d'automobilistes étaient ravis de passer gratuitement.

Journal Ouest-France du **lundi 4 mars 2013**

Edition : **Vannes** - Rubriques : **Saint-Nolff**

500 donateurs contre l'**aéroport** de N-D-des-Landes



L'après-midi festif proposé par le collectif bocage à la salle Humbertsot a connu une belle affluence ce samedi.

Quelque 500 tickets ont été distribués, samedi, dans l'après-midi et la soirée, pour la manifestation festive organisée par le collectif Bocage contre le projet d'**aéroport**, sur le site de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique. Le prix d'entrée étant libre, « **les gens se sont montrés généreux. Nous avons enregistré une moyenne de don entre 5 et 10 € par personne** », a souligné Stéphanie Knoerlé de la compagnie des Embobineuses, membre du collectif.

Une soixantaine d'artistes : conteurs, musiciens, clowns, danseurs, humoristes et comédiens se sont produits bénévolement tout au long de la manifestation : « **Un bel élan de solidarité qui nous a permis de proposer un événement d'engagement, mais résolument festif, dans le but d'informer les gens et ouvrir un espace de discussion et d'échanges. Cela a permis à beaucoup de gens de mieux connaître le sujet, surtout sans avoir à se déplacer sur le site, car il n'est pas d'un abord facile** », précise quant à lui Evan Bourdin, autre membre du collectif Bocage.

Des stands d'information et des projections de vidéastes sur la problématique de l'**aéroport**, étaient proposés, dont l'extrait d'un long-métrage en avant-première : « **Des tracteurs contre des avions** », réalisé par Christian Baudu avant la soirée musicale lancée par la fanfare Batucuda Ploukatak.

Journal Ouest-France du **lundi 4 mars 2013**
Edition : **Ille-et-Vilaine** - Rubriques : **Quimperlé Ville**

Projection et débat avec les anti-aéroport



Les membres du comité anti-aéroport de Notre-Dame-des-Landes préparent leurs actions dont la soirée du jeudi 7 mars.

Réunis localement depuis novembre, les opposants au projet de Notre-Dame-des-Landes poursuivent leurs actions.

Trois questions au...

Comité anti-aéroport Notre-Dame-des-Landes.

Quelles actions poursuit le comité en pays de Quimperlé ?

Le comité existe depuis novembre dans le pays de Quimperlé. Nous organisons jeudi 7 mars à partir de 20 h au Coat-Kaër, une soirée projection avec deux films et un débat pour ou contre l'aéroport. Philippe Champigny et Jean-Louis Chaussey, membre du groupe anti-aéroport Notre-Dame-des-Landes seront présents pour débattre ainsi qu'Ariel Aliaga, de l'Acipa, Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Vous en prévoyez déjà d'autres ?

Le 20 avril, nous projetons une soirée-concert à Tréméven. Le collectif Tomahawk se charge de la programmation. Nous participerons aussi à la chaîne humaine le 11 mai qui devrait réunir 25 000 personnes sur place.

Pourquoi est-il important de mobiliser en pays de Quimperlé ?

Il est important de mobiliser à partir de toutes les régions de France. Sur site, nous rencontrons aussi des personnes originaires de pays étrangers comme l'Italie, l'Angleterre, même le Canada. À Quimperlé, le comité entretient la flamme dans le feu. Certains membres préparent ici, des semis pour l'action du 13 avril « Sème ta ZAD », pour que les gens sur place puissent à nouveau vivre en autosuffisance.

Recueilli par Béatrice GRIESINGER.

Aéroport : l'avocat des agriculteurs expulsés fait appel

M^e Etienne Boittin, avocat des occupants de la ferme de Bellevue, sur le site de l'**aéroport** de Notre-Dame-des-Landes, a interjeté appel hier de la décision intervenue jeudi (*Ouest-France* de vendredi). Le juge des référés du tribunal d'instance de Saint-Nazaire avait en effet ordonné leur départ immédiat, faisant droit à la demande d'**Aéroport** du Grand Ouest.

Les occupants, sur place depuis le 29 janvier et soutenus par un collectif d'agriculteurs, sont condamnés à partir, « **au besoin avec le concours de la force publique** ». Ils n'en ont pas l'intention pour l'instant. L'appel n'est cependant pas suspensif et la décision peut être signifiée par voie d'huissier aux intéressés et exécutée à tout moment.

L'audace d'un film pour l'**aéroport**



Ernest Mandap

Dans son dernier documentaire, François Gauducheau a questionné les pro et les anti-aéroport. Et, au risque de se faire des ennemis dans le milieu culturel, il prend parti pour le futur aéroport.

Entretien

François Gauducheau, réalisateur du film *Notre Dame de tous les maux*.

Vous avez réalisé un certain nombre de films sur l'univers carcéral, la danse contemporaine, l'accouchement sous X. Pourquoi ce film sur le projet d'**aéroport** de Notre-Dame-des-Landes ?

C'est avant tout le film d'un citoyen nantais qui n'arrive pas à être contre l'**aéroport** ! Je n'entends, depuis deux ans, que des arguments contre ce projet. En juin dernier, quand l'affaire a pris une ampleur nationale et que l'on a tiré à boulets rouges sur Jean-Marc Ayrault, j'ai décidé de mener ma propre enquête. D'aller chercher des réponses. Je suis documentariste ; alors, j'ai pris ma caméra et je suis parti à Notre-Dame-des-Landes. J'ai rencontré des habitants, des militants, des paysans, des familles. J'ai essayé de saisir l'ambiance. De trouver des arguments qui allaient me convaincre que ce projet était une erreur. Ces rencontres ont renforcé mon opinion. Les arguments contre l'**aéroport** n'étaient pas sérieux, tronqués. Plusieurs mois ont passé, j'ai continué mon enquête. Au mois de novembre, j'ai appris que tous les élus PS montaient à Paris pour donner une conférence de presse pour défendre le projet. J'ai pris le train avec eux. J'ai pu interviewer les élus. J'ai rassemblé les témoignages des deux clans pour en faire un film.

Vous faites partie de la grande famille des réalisateurs de documentaires reconnus par vos pairs. N'êtes-vous pas en train de vous tirer une balle dans le pied ?

C'est vrai. Tout le milieu culturel est contre. C'est très bobo d'afficher son soutien aux opposants. Il est politiquement correct d'être contre l'**aéroport** comme pour le mariage gay. C'est le reflet de la société du spectacle. La raison n'existe pas. Tout est sur l'émotionnel. Ce phénomène a pris une vraie dimension artistique. Des photos qui présentent l'image du bon paysan. Chemise à carreaux. Pipe et tracteurs. Et en face, les technocrates en costume-cravate et les CRS en Robocop. C'est caricatural.

J'ai 66 ans je n'ai pas grand-chose à perdre. Je n'ai pas peur du jugement de mes pairs. Je supporte mal ce terrorisme intellectuel. Et je prends le pari que la situation va se retourner et que les gens vont s'apercevoir que c'est plus compliqué ça.

Avez-vous subi des pressions au cours de la réalisation du film ?

Élisabeth Clément de *Télé Nantes* a reçu des pressions. Elle a eu le courage de diffuser ce film. On m'a demandé : « Pourquoi tu défends l'**aéroport** ? Est-ce que tu es payé par Vinci ? » Je tiens d'ailleurs à préciser que ce film est entièrement autofinancé. J'ai eu aussi des mails d'opposants via les réseaux sociaux. Des lettres anonymes. La dernière, Il y a deux jours.

Mon deuxième film est en préparation. Il racontera le phénomène Notre-**Dame-des-Landes**, de façon plus personnelle : l'histoire d'un mec qui ne comprend pas pourquoi le transfert de l'**aéroport** suscite autant d'oppositions.

Notre Dame de tous les maux, une enquête documentaire de François Gauducheau (26 minutes) à découvrir sur *Télé Nantes* tous les jours de la semaine prochaine (www.telenantes.com).

Notre-Dame-des-Landes : des prévisions de trafic gonflées ? (Terra éco)

Exclusif - La légitimité de Notre-Dame-des-Landes serait-elle en train de s'effriter ? Faut-il intégrer sérieusement la concurrence du TGV dans ses prévisions, le trafic du futur aéroport a été surestimé. Sommée de s'expliquer, la DGAC s'embrouille.

Les prévisions officielles sur l'activité du futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes font décidément froncer bien des sourcils. Après la mise en lumière de sérieux doutes sur [les avantages financiers du projet](#), ce sont les estimations de passagers que *Terra Eco* a détricotées.

Pour déclarer le projet d'utilité publique, les décideurs politiques se sont basés sur une enquête réalisée en 2006 par la très sérieuse Direction générale de l'aviation civile (DGAC). Dans le plus beau des scénarios, le document promet au futur aéroport quelque 8,5 millions de voyageurs à l'horizon 2050. Soit près du [triple de la fréquentation actuelle de Nantes-Atlantique](#). Une justification de poids pour la construction d'un nouvel aéroport, plus grand, plus loin... Mais personne, parmi ceux qui se sont amusés à décortiquer tableaux et graphiques de cette [enquête préalable à la déclaration d'utilité publique \(DUP\)](#), ne parvient à comprendre sur quoi ces prévisions sont fondées.

Des chiffres à diviser par deux ?

L'association [Nexus](#) qui prône l'intermodalité, entendez la complémentarité des modes de déplacement, a fait [ses propres estimations, relayées sur le site de Reporterre](#). Résultat : « *Les prévisions de trafic de la DGAC peuvent au moins être divisées par deux* », avance Bernard Fourage, le responsable du département des études. Son argument ? Aussi expertes que soient les têtes pensantes de l'institution rattachée au ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, elles ont « occulté » un détail d'importance : [l'impact des 4500 km de LGV \(Lignes grande vitesse\)](#) promises par le Grenelle de l'environnement. Pourtant, la concurrence existe. Parmi les passagers décollant de Nantes, plus de la moitié s'envolent actuellement pour une destination hexagonale, c'est-à-dire accessible en train.

« La DGAC n'intègre pas les aspects rails »

Dans un premier temps, l'accusation d'omission n'a pas eu l'air de troubler la DGAC. « *J'ai bien lu le communiqué de NEXUS... je me répète : la DGAC n'intègre pas dans sa/ses prospective(s) les aspects rails* », confirmait, en décembre, Éric Héraud, son chargé de communication, à un journaliste du *Télégramme*. À l'époque Hervé Chambonnière avait déjà eu vent des allégations de Nexus et réclamé des comptes à la DGAC. Dans un mail daté du 18 décembre 2012, la réponse qu'il obtint alors respire la spontanéité.

Février 2013 : même chargé de communication, même question posée cette fois par *Terra eco*. La DGAC a-t-elle pris en compte l'impact des futurs LGV dans ses estimations de trafic ? En trois mois, le discours a changé. « *Les effets de la mise en service des LGV constituent le module 3 de notre méthode de calcul basée sur un modèle économétrique* », avance Éric Héraud sans reprendre son souffle. Pour bétonner son propos, le responsable des relations presse dégage un [document intitulé « évolution et perspectives de trafic à Nantes »](#). Au bas de la dernière page, un encadré confirme l'existence de ce fameux module 3.

Volte-face

Sauf que le document n'est pas daté de 2006, année de la réalisation de l'enquête, mais du 8 janvier 2013. Soit moins de trois semaines après la question d'Hervé Chambonnière. Un ajout a posteriori ? Plutôt que de reconnaître un oubli qui serait synonyme de chiffres gonflés, la DGAC louvoie.

En réalité, le mot TGV n'est pas totalement absent de l'enquête menée en 2006. « *La concurrence TGV* » fait même partie des neuf variables-clés prises en compte dans l'élaboration des scénarios de trafic pour 2050. Mais, dans le texte, les projets à venir se résument à un seul chantier : « [le barreau Sud](#) » d'Ile-de-France qui, à l'horizon 2025, permettra à l'ensemble des LGV à destination de la capitale de faire halte dans les aéroports parisiens. Le projet s'étendra au maximum sur 31 km. Une broutille comparée aux 4500 kilomètres des futures lignes envisagées.

4469 km de lignes jamais mentionnées

Quid en effet de l'amélioration de [la LGV Rennes-Paris](#) en 2017 qui fera gagner aux Rennais 37 minutes et 8 aux Nantais ? Comment le [TGV Tours-Bordeaux](#) va-t-il influencer les vols Nantes-Bordeaux ? Pour aller à Lyon ou à Clermont-Ferrand, si une liaison est-ouest, actuellement en gestation, prend forme, n'aura-t-on pas plus vite fait de prendre le train ? Dans le rapport de la DGAC, aucune de ces lignes n'est mentionnée.

« *Ces futures lignes LGV ont bien entendu été prises en compte* », se défend Eric Héraud. Pour prouver la bonne foi de l'institution, Franck Lisio, membre du bureau de la prospective avance même des chiffres. « *Au global, l'effet des LGV à Nantes-Atlantique est estimé à une perte de 120 000 passagers en 2030 avec un maintien des liaisons aériennes sur Orly et CDG (Roissy-Charles de Gaulle, ndlr)* », affirme l'expert pressé de clore le débat. En décomposant ce chiffre, la DGAC nous apprend que 72000 passagers seront perdus par l'aérien à cause des 8 minutes gagnées sur le trajet Nantes-Paris par la LGV Bretagne-Pays de La Loire, tandis que les 50000 voyageurs restants seront aspirés par l'ensemble des autres lignes.

Une méthode de calcul classée secret-défense

Mais sur la manière dont ces chiffres ont été obtenus : mystère. LA DGAC nous renvoie au fameux module 3 du modèle économétrique. « Le module 3 », késako ? « *Le module qui prend en compte l'impact LGV* ». CQFD. Et ce fameux modèle économétrique qui pourrait chasser tout soupçon de calcul au doigt mouillé, est-il possible de se le procurer ? Au sein de l'institution personne ne peut mettre la main dessus. « *Et, dans tous les cas, on refuserait de le diffuser* », tranche Franck Lisio. Pourtant, la déclaration d'utilité publique, fruit de ce fameux modèle et avocate intarissable du futur aéroport, est accessible [en quelques clics sur le site de la préfecture de Loire-Atlantique](#). Mais la manière dont elle a été élaborée semble avoir été classée secret-défense.

Et pourquoi, si l'impact des futures LGV a été pris en compte, celles-ci ne sont-elles pas mentionnées dans l'enquête menée en 2006 par la DGAC ? Il reste pourtant de la place dans la case « *Concurrence du TGV* » qui compose la grille des variables clés. « *Parce que leur impact est vraiment anodin* », rétorque Franck Lisio. Anodin ou relativisé ? Sur ces questions, la DGAC est passée maîtresse dans l'art des réponses évasives.

La future gare TGV d'Orly ignorée

Revenons aux 31 km de lignes TGV mentionnés dans l'enquête de la DGAC et à ce « *barreau Sud* » qui facilitera l'accès des nantais aux aéroports parisiens. Compte tenu du panel de destinations proposées à Roissy CDG et à Orly, faciliter leur accessibilité en train revient à réduire l'attractivité des autres aéroports français. Par ailleurs, les trajets aériens au départ de Nantes et à destination d'Orly et de Roissy drainent plus de passagers que tous les vols internationaux réunis. Pourtant, là encore, dans le rapport de la DGAC, la concurrence du train a été sous-estimée.

Prenons la ligne Nantes-Orly. Aux alentours de 2025, une nouvelle gare TGV, directement reliée, grâce au « *barreau Sud* », aux LGV en provenance de tout le pays, verra le jour dans le deuxième aéroport de France. « *En 2011, le projet a reçu un avis favorable à l'issue du débat public, il reste des étapes mais c'est sur le bon chemin* », se félicite François Guliani, responsable de l'Interconnexion Sud-Ile-de-France chez Réseau ferré de France (RFF). Fini donc l'arrivée dans la bousculade de Montparnasse et les valises trainés dans le RER. Les Nantais qui voudront [décoller pour les Antilles depuis Orly](#), pourront rejoindre l'aéroport en 2h30 sans descendre de leur wagon. Une bonne raison d'aller, en train, prendre l'avion.

Pourtant, « *la future gare d'Orly n'a pas été prise en compte dans les estimations de trafic de Notre-Dame-des-Landes* », reconnaît Franck Lisio du bureau de la prospective et des perspectives de la DGAC. Comment pourrait-il le nier ? Dans [l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique](#), cette lacune est inscrite noir sur blanc. On y apprend que, sauf à considérer le scénario le plus négatif (qui fait tomber le nombre de passagers réguliers en 2050, à 4,4 millions), les estimations du trafic sont basées sur une « *offre TGV minimale sans desserte d'Orly* ». Soit un flagrant déni de la concurrence des futures installations ferrées.

Air France remplace ses avions par des trains

Pourtant, lorsque l'offre TGV s'améliore, le transfert de passagers de l'air vers les rails est un phénomène avéré. Il y a dix ans, [un rapport du Sénat](#) sur l'avenir des dessertes aériennes régionales tirait la sonnette d'alarme sur « *les multiples suppressions de lignes desservant les petites et moyennes villes, considérées comme peu rentables* ». Parmi les causes évoquées : l'amélioration du réseau ferré, dont on continue de constater les effets dans l'Est du pays.

À Strasbourg, Air France, inquiète de voir ses passagers lui préférer le TGV, a pris les devants. [Le 3 avril prochain sa ligne aérienne Strasbourg-Roissy va être supprimée](#). Pour acheminer ses 100 000 passagers de l'Alsace à Paris, Air France va ainsi remplacer ses avions par des trains, affrétés auprès de la SNCF. Le dispositif, qui existe déjà entre Paris et Bruxelles permet « *de diminuer les coûts* », explique Thierry de Bailleul, directeur régional France-Est chez Air France.

L'association Nexus promet le même destin funeste au vol Nantes-Roissy. En 2006, au moment de l'enquête de la DGAC, cette ligne, la plus fréquentée de l'aéroport, arborait fièrement ses 301 000 passagers. Mais pour Bernard Fourage, « *en 2024, avec l'interconnexion Sud Ile-de-France, la ligne aérienne Nantes-Roissy n'existera plus* ». Selon [Les Échos](#), en 2008 Air France s'était en effet engagée dans une réduction de ses vols en régions. Interrogée, la compagnie se garde bien de clarifier ses projets. « *Pour l'instant aucun projet semblable à celui de Strasbourg n'est envisagé* », précise Raphaëlle Liu Ting, attachée de presse. « *La rentabilité n'est pas notre seul critère* », explique-t-elle.

Un réseau ferré plus solide entre Nantes et Roissy

Soulagée, la DGAC s'empresse elle aussi d'écarter toute comparaison : « *Ce qui arrive à Strasbourg ne pourrait pas arriver à Nantes* », assure Franck Lisio, « *d'abord, en train, le temps de trajet Nantes-Roissy est plus long que le Strasbourg-Roissy* » précise-t-il. Et c'est vrai. D'une demie-heure. La DGAC peut souffler, les choses ne devraient pas changer au cours des prochaines années. « *Aucun gain de temps ne se fera sur Roissy*, assure François Guliani de RFF, *en revanche, la fiabilité de la ligne sera nettement améliorée* ». Aujourd'hui, les retards fréquents liés au partage des rails avec le RER dissuadent les voyageurs de prendre le train. Mais, demain, François Guliani promet un réseau consolidé. Alors, si le vol Nantes-Roissy n'est pas condamné par les améliorations du TGV, nul doute qu'il en sera affecté. Dans quelles proportions ? Retour au module 3 et aux absences d'explications.

« Tout ça m'échappe »

L'association Nexus croit voir clair dans le flou de la DGAC. « *Évidemment personne ne peut détailler les calculs de l'impact LGV puisqu'ils n'existent pas* », jubile Bernard Fourage. Il y a trois mois, à en croire le premier mail envoyé par Eric Héraud, lui et la DGAC semblaient tomber d'accord là dessus. Alors entre le mail catégorique envoyé au journaliste du Télégramme et l'apparition du mystérieux modèle économétrique dans le discours de la DGAC, que s'est-il passé ? Les estimations de la DUP réalisées en 2006 ont-elles été révisées quatre ans après la publication du document ? Entre 2006 et 2013, les chiffres sont pourtant restés les mêmes. « *Car quand il a été élaboré, le document prenait déjà en compte l'impact LGV* », soutient Eric Héraud. Dans ce cas pourquoi écrire un mail affirmant le contraire ? « *Tout ça m'échappe* », fini par lâcher le communicant.

[AMELIE MOUGEY](#)

[Saint-Nazaire](#)

Aéroport. Agriculteurs expulsés à Bellevue : l'avocat fait appel (Ouest France)

Justice vendredi 01 mars 2013

Me Etienne Boittin, avocat des agriculteurs qui occupent depuis le 29 janvier la ferme de Bellevue, sur le site de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, a interjeté appel ce matin de la décision intervenue hier. Le juge des référés du tribunal d'instance de Saint-Nazaire avait en effet ordonné l'expulsion immédiate des occupants. L'appel n'est cependant pas suspensif et la décision peut être signifiée par voie d'huissier aux intéressés et exécutée à tout moment.

Soutien festif au bocage de Notre-Dame-des-Landes



Zilou viendra jouer gratuitement, en soutien aux opposants à l'**aéroport** de Notre-Dame-des-Landes. Archives Ouest-France

Un collectif de citoyens et d'associations propose une après-midi festive à la Petite Scène, en soutien aux bocages de Notre-Dame-des-Landes, le site retenu pour la construction du nouvel **aéroport** nantais. « **En organisant cet événement populaire et surtout festif, nous souhaitons informer les gens et ouvrir un espace de discussion et d'échanges. Nous voulons également soutenir financièrement la zone de Notre-Dame-des-Landes** », explique Evan Bourdin, membre du collectif.

Tous les bénéfices de cette journée lui seront reversés et tous les participants, autant amateurs que professionnels, viendront dans une démarche gracieuse.

À partir de 15 h et jusqu'au soir, les salles Humbertsot et la Petite Scène accueilleront de nombreux intervenants : conteurs, musiciens, clowns, danseurs, humoristes et comédiens s'y succéderont dans des sets musicaux, des intermèdes et des matchs d'improvisation théâtrale.

Au programme de l'après-midi également, des projections de vidéastes sur la problématique de l'**aéroport**, dont l'extrait d'un long-métrage en avant-première : *Des tracteurs contre des avions* réalisé par Christian Baudu.

Vers 19 h, la Batucuda Ploukatak ouvrira la soirée musicale avant les trois concerts sur la Petite Scène : Dr Schnock, Zilou et la Fée du zinc.

Samedi, à partir de 15 h jusqu'à 1 h, au complexe Humbertsot. Entrée et repas : prix libre.

Une action des anti-**aéroport** nortais entre humour et dérision



Clin d'oeil humoristique du comité de Soutien Nort-Nozay contre le projet d'**aéroport** sous forme d'un détournement d'affiche du syndicat mixte aéroportuaire sur une aubette située face à la gare.

La question de l'**aéroport** de Notre-Dame-des-Landes renvoie souvent une image où les échanges entre les pour et contre sont empreints de sectarisme. La lutte est âpre entre les protagonistes, les rapports sont tendus. Une sourde violence s'installe insidieusement.

C'est dans cette lourde atmosphère que le comité de soutien de Nort - Nozay contre le projet d'**aéroport** a décidé de mettre l'humour au coeur de sa démarche. Ici pas question de violence. On ne jette pas l'anathème sur l'opposant. Le mode d'action est artistique, l'attitude joyeuse et l'esprit festif. S'ils ont leurs convictions bien chevillées au corps leur but est de les faire partager autrement.

Ils ont investi quelques aubettes où des affiches du syndicat mixte aéroportuaire vantent les bienfaits de l'**aéroport**. Maniant l'art du détournement, ils proposent une autre version, au sens esthétique affirmé.

L'affiche proposée est appliquée sans dégradation de mobilier urbain. Si l'humour est leur arme, la dérision n'est pas oubliée. C'est en camionnette publicitaire avec la fameuse affiche en guise de décoration qu'ils se sont rendus à la mairie pour déposer une lettre afin de connaître la position de la municipalité, sur cet épineux problème...